

Livre blanc

Logiciel de rédaction automatisée : les avantages pour les organismes publics et municipaux

Planification complétée Rédaction complétée

Responsable du projet

- ☒ Alexandre Guérard
- ☒ Alice Jodoin
- ☒ Francis Savard
- ☐ Charlie Dupont

Consultation en gestion RÉDACTION Alexandre Guérard GRÉ À GRÉ

Achat de fournitures APPROBATION Francis Savard APPEL D'OFFRES

Construction de bâtiment TERMINÉ Alice Jodoin APPEL D'OFFRES

Introduction

La transformation numérique des organismes publics et municipaux repose de plus en plus sur des outils capables de sécuriser, standardiser et accélérer la production de documents juridiques et administratifs. Dans ce contexte, **les logiciels de rédaction automatisée** occupent une place stratégique.

Contrairement à une perception répandue qui associe ces outils uniquement à l'intelligence artificielle, leur véritable valeur repose avant tout sur **le travail rigoureux des juristes** qui conçoivent, structurent et mettent à jour les règles juridiques, les clauses et les modèles intégrés au logiciel. Chez **Edilex**, l'automatisation est d'abord le fruit d'une expertise juridique approfondie, traduite en règles claires et opérationnelles pour les organismes publics et municipaux.

Les enjeux de la rédaction juridique dans le secteur public et municipal

Les organismes publics et municipaux doivent produire quotidiennement une grande variété de documents juridiques :

- appels d'offres et documents contractuels ;
- règlements municipaux et politiques internes ;
- avis juridiques et documents décisionnels ;
- contrats, addendas et clauses spécifiques.

Ces documents doivent respecter des cadres législatifs stricts, évoluer au rythme des modifications législatives et demeurer cohérents d'un service à l'autre. Or, la rédaction manuelle augmente les risques : incohérences, clauses désuètes, interprétations divergentes ou omissions pouvant entraîner des litiges ou des non-conformités (OCDE, 2021).

La rédaction automatisée : une expertise juridique avant tout

Automatiser, ce n'est pas improviser

Un logiciel de rédaction automatisée ne génère pas des textes au hasard. Il repose sur :

- des **modèles juridiques rédigés et validés par des juristes** ;
- des **clauses standardisées**, adaptées aux réalités légales du Québec ;
- des **logiques conditionnelles** qui reflètent les règles de droit applicables (types de contrats, seuils, exceptions, obligations légales).

Ce travail de fond consiste à traduire le droit (lois, règlements, jurisprudence et bonnes pratiques) en structures claires et exploitables par les utilisateurs.

Le rôle central des juristes

Les juristes jouent un rôle clé à chaque étape :

- analyse des lois et règlements applicables aux organismes publics et municipaux ;
- rédaction et validation des clauses juridiques ;
- mise à jour continue des contenus selon l'évolution législative ;
- structuration des règles permettant d'adapter automatiquement les documents aux situations concrètes.

Cette approche garantit que chaque document produit est **juridiquement fondé, cohérent et conforme**, tout en demeurant accessible aux non-juristes.



Les avantages concrets pour les organismes publics et municipaux

Sécurisation juridique accrue

Grâce à des clauses validées et maintenues par des juristes, la rédaction automatisée réduit significativement les risques d'erreurs juridiques. Les organismes utilisent des formulations éprouvées, conformes aux exigences légales et administratives en vigueur (Gouvernement du Québec, 2023).

Uniformité et cohérence des documents

L'automatisation permet d'assurer une **uniformité rédactionnelle** entre les services et les projets. Tous les documents reposent sur une même base juridique, ce qui facilite la gouvernance, les audits et la gestion contractuelle (Secrétariat du Conseil du trésor, 2022).

Gain de temps et efficacité opérationnelle

Les équipes peuvent générer rapidement des documents complexes sans repartir de zéro. Les juristes internes, lorsqu'ils sont présents, peuvent se concentrer sur des dossiers stratégiques plutôt que sur la rédaction répétitive de clauses standards.

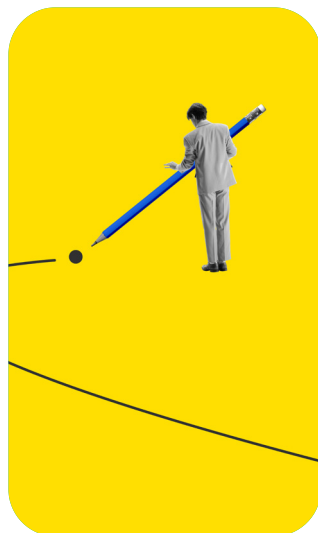
Accessibilité pour les non-juristes

Un logiciel comme Edilex démocratise l'accès à une rédaction juridique de qualité. Les gestionnaires, responsables de l'approvisionnement ou professionnels municipaux peuvent produire des documents conformes sans maîtriser l'ensemble des subtilités juridiques, tout en restant encadrés par des règles établies par des experts du droit.

Un outil évolutif, aligné sur les réalités légales

Les lois et règlements applicables aux organismes publics évoluent constamment. L'un des avantages majeurs d'un logiciel de rédaction automatisée fondé sur l'expertise juridique est sa capacité à être **mis à jour rapidement**.

Chez **Edilex**, les juristes assurent une veille législative continue afin d'adapter les clauses et modèles intégrés au logiciel. Cette mise à jour centralisée permet aux organismes d'appliquer automatiquement les nouvelles exigences sans devoir revoir manuellement l'ensemble de leurs documents (OCDE, 2021).



Une approche complémentaire aux équipes internes

La rédaction automatisée ne remplace pas les juristes internes ou externes. Elle agit plutôt comme un **outil de soutien** qui :

- structure le travail juridique ;
- sécurise les documents courants ;
- améliore la collaboration entre les équipes administratives et juridiques.

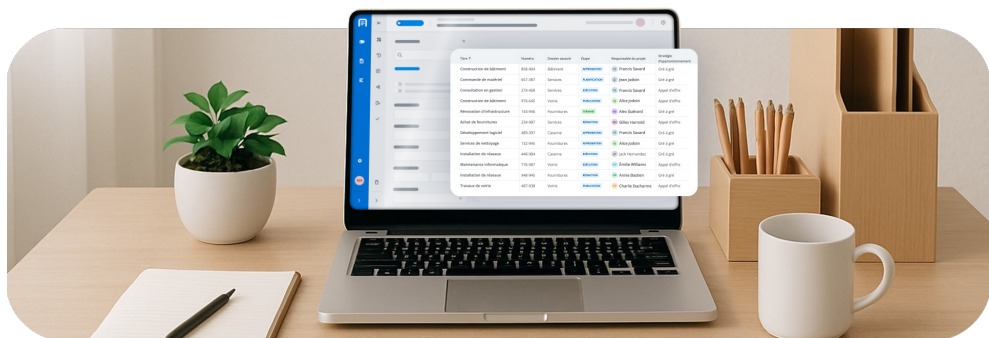
Cette complémentarité contribue à une meilleure gestion des risques et à une utilisation plus stratégique des ressources juridiques.



Comment Edilexpert peut vous aider?

Les logiciels de rédaction automatisée comme **Edilexpert** tirent leur véritable force non pas uniquement de la technologie, mais surtout du **travail méthodique et rigoureux des juristes** qui traduisent le droit en règles, clauses et modèles fiables.

Pour les organismes publics et municipaux, cette approche permet de concilier **sécurité juridique**, **efficacité opérationnelle** et **cohérence** documentaire, tout en s'adaptant à un cadre légal en constante évolution.



Sources et références

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
Governing with Artificial Intelligence in the Public Sector, 2021.

Gouvernement du Québec

Transformation numérique et encadrement juridique des organismes publics, 2023.

Secrétariat du Conseil du trésor du Québec

Bonnes pratiques en gestion contractuelle publique, 2022.

Union des municipalités du Québec (UMQ)

Cadres juridiques et pratiques contractuelles municipales, 2022.



**Simplifiez et sécurisez
la rédaction de vos
contrats publics.**

Planifiez une démonstration et découvrez
une nouvelle façon de gérer la rédaction de contrats publics.

edilexpert.edilex.com